

A L'ÉTRANGER: Algérie, 4,50 DA; Maroc, 4,50 dir.; Tunisie, 600 m.; Allemagne, 2 DM; Autriche, 18 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$; Antilles/Réunion, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA; Danemark, 10 kr.; Espagne, 166 pes.; G.-B., 60 p.; Grèce, 150 dr.; Irlande, 80 p.; Italie, 1.700 L.; Libye, 0,400 DL; Luxembourg, 30 f.; Norvège, 12 kr.; Pays-Bas, 2,25 fl.; Portugal, 130 esc.; Sénégal, 335 F CFA; Suède, 12,50 cs.; Suisse, 1,60 f.; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 2 \$.

1789

L'ANNÉE SANS PAREILLE

36. La création des départements

22 décembre 1789

Quelle affaire que la création des départements ! Jusque-là, la France était divisée en généralités, bailliages, sénéchaussées, provinces ecclésiastiques... si bien qu'on ne s'y retrouvait guère. L'Assemblée eut à cœur d'y mettre un peu d'ordre et de rationalité. D'où la division en départements, dont l'étendue serait telle que chacun de ses habitants puisse se rendre à cheval au chef-lieu en une seule journée. Mais que de débats pour arriver à voter ce nouveau découpage ! Les intérêts particuliers ne faisaient pas toujours bon ménage avec la raison. Et les lignes de partage entre les députés n'avaient plus rien à voir... avec la politique.

par MICHEL WINOCK

DANS le grand débat sur les biens du clergé conclu par le décret du 2 novembre, un des meilleurs défenseurs du principe de nationalisation avait été Jacques-Guillaume Thouret. Ancien avocat au parlement de Normandie, élu député du Tiers de Rouen, ce légiste de quarante-trois ans, très formaliste, s'était d'abord senti quelque peu dépaycé au sein d'une Assemblée qui se révélait si peu respectueuse des procédures et si prodigue d'irrégularités. Mais Thouret avait surmonté ses scrupules, et, le 13 septembre, il avait été nommé membre du second comité de Constitution.

Deux semaines plus tard, au nom de ce comité, il présente le projet ambitieux de la refonte administrative et territoriale de la France : « Nous sommes arrivés à la conviction que l'organisation de chaque district du royaume doit être constituée de manière qu'elle serve en même temps et à la formation du Corps législatif et à celle des diverses classes d'assemblées administratives. » Un « ressort unique » était à définir, base politique, électorale, judiciaire, religieuse de la France nouvelle : ce serait le département. Thouret proposait la création de quatre-vingts départements à partir de trois critères : le territoire, la population et la richesse déterminée par les contributions.

Ce projet répondait à une urgence ; il s'agissait de mettre en œuvre sur le terrain les effets du 4 août, l'abolition des privilèges, la création de circonscriptions électorales. L'effacement des anciennes provinces avait aussi une fonction symbolique : la régénération du pays passait par la remodelage territorial ; elle deviendrait visible sur les cartes géographiques ; elle s'inscrirait dans les noms de lieux. Cependant, l'idée d'une réforme avait précédé la Révolution, tant la géographie officielle de la France monarchique était devenue un casse-tête.

La province, en effet, n'avait pas rang d'unité administrative. Celle-ci était avant tout représentée par la généralité ou l'intendance, même si dans certains cas, comme la Bretagne ou le Languedoc, l'intendance et province coïncidaient. A la tête des trente-quatre intendances avaient été placés par l'absolutisme des intendants qui étaient la voix et l'œil du roi en province. Mais cette unité était de création assez récente (d'un siècle environ) et se trouvait en concurrence avec d'autres divisions : bailliages et sénéchaussées, pays d'élections et pays d'états, provinces ecclésiastiques, diocèses, gouvernements militaires, ressorts des parlements... Tout cela se chevauchait à qui mieux mieux, sans parler des enclaves qui ajoutaient encore à la complexité du découpage. On ne s'étonne donc pas que de nombreux cahiers de doléances aient réclamé un peu d'ordre dans ce pêle-mêle.

Déjà, en 1764, le comte d'Argenson avait suggéré que le royaume fût divisé en « départements », échelons intermédiaires d'exécution entre la généralité ou la province, trop étendue, et le pouvoir central, trop loin des administrés. Le mot lui-même était emprunté à l'expression courante de « département de l'impôt ». Cette nouvelle circonscription dont on entend de plus en plus parler, les physiocrates en firent le principe spatial : elle serait d'une étendue telle que chacun de ses habitants puisse se rendre au chef-lieu (à cheval) en une journée au plus. On prévoyait aussi une subdivision, le district, dans lequel tout habitant pourrait se rendre à son chef-lieu et en revenir dans la même journée.

La notion de département était donc née avant 1789. En 1780, le géographe du roi Robert de Hesseln avait même publié une carte de la France qui était le fruit d'un esprit de géométrie déchaînée : neuf « régions » se subdivisaient en quatre-vingt-neuf « cantons ». Une France des petits carrés qui faisaient de gros carrés, bref la quadrature de l'Hexagone. Le projet Hesseln fut repris par les constituants : Thouret proposait en effet quatre-vingts départements, auxquels il fallait ajouter Paris, qui serait un département à lui tout seul. Le multiple neuf garda aussi un moment sa force de fascination : chaque nouvelle unité se rapprochant plus ou moins d'un carré de 18 lieues de côté serait divisée en neuf « communes » (ou « districts ») de 6 lieues de côté, et chaque commune elle-même divisée en neuf cantons. Chacune de ces divisions aurait une assemblée : à la base, l'assemblée primaire ; au canton ; au-dessus, celle du district ; enfin, au chef-lieu du département, celle de quatre-vingt-un députés élus par les assemblées de district. A ces assemblées départementales, composées de contribuables payant tous au moins l'équivalent de dix journées de travail, était dévolue le soin de nommer les députés à l'Assemblée nationale.

Les journées d'octobre et leur suite repoussèrent la discussion du projet. On y arriva le 3 novembre. Entre-temps, une carte de France selon les principes énoncés par Thouret avait été esquissée, sur laquelle les députés avaient eu le temps de réfléchir. L'enjeu était de taille. Il y allait d'une idée générale : refonder l'Etat sur une base cohérente et homogène. Il y allait aussi de multiples intérêts particuliers : dans cette vaste redistribution des cartes par la carte, bien des villes avaient à perdre et d'autres à

des conseillers, un précieux secrétaire en la personne de Pellerin, qui lui fournit entre autres son argumentaire juridique, mais chacun resta interdit devant sa puissance, ses formulations, ses analyses, ses improvisations. On prendit le temps d'étudier tous les dossiers, lui qui intriguait le jour et la nuit fait la fête ? Il est l'homme de tous les appétits, de tous les désirs. Bientôt, il saura qu'il ne sera pas ministre. Qu'à cela ne tienne : il continuera, dans cette salle du Manège, à agiter sa crinière de pur-sang indompté.

QUE dit Mirabeau ? Il s'attaque d'abord à la conception mathématique du projet : il demande une division qui ne paraisse pas « une trop grande nouveauté », qui « permette de composer avec les préjugés, et même avec les erreurs ». Le mot est audacieux. Burke, critique féroce de l'œuvre révolutionnaire, a fait, de son côté,

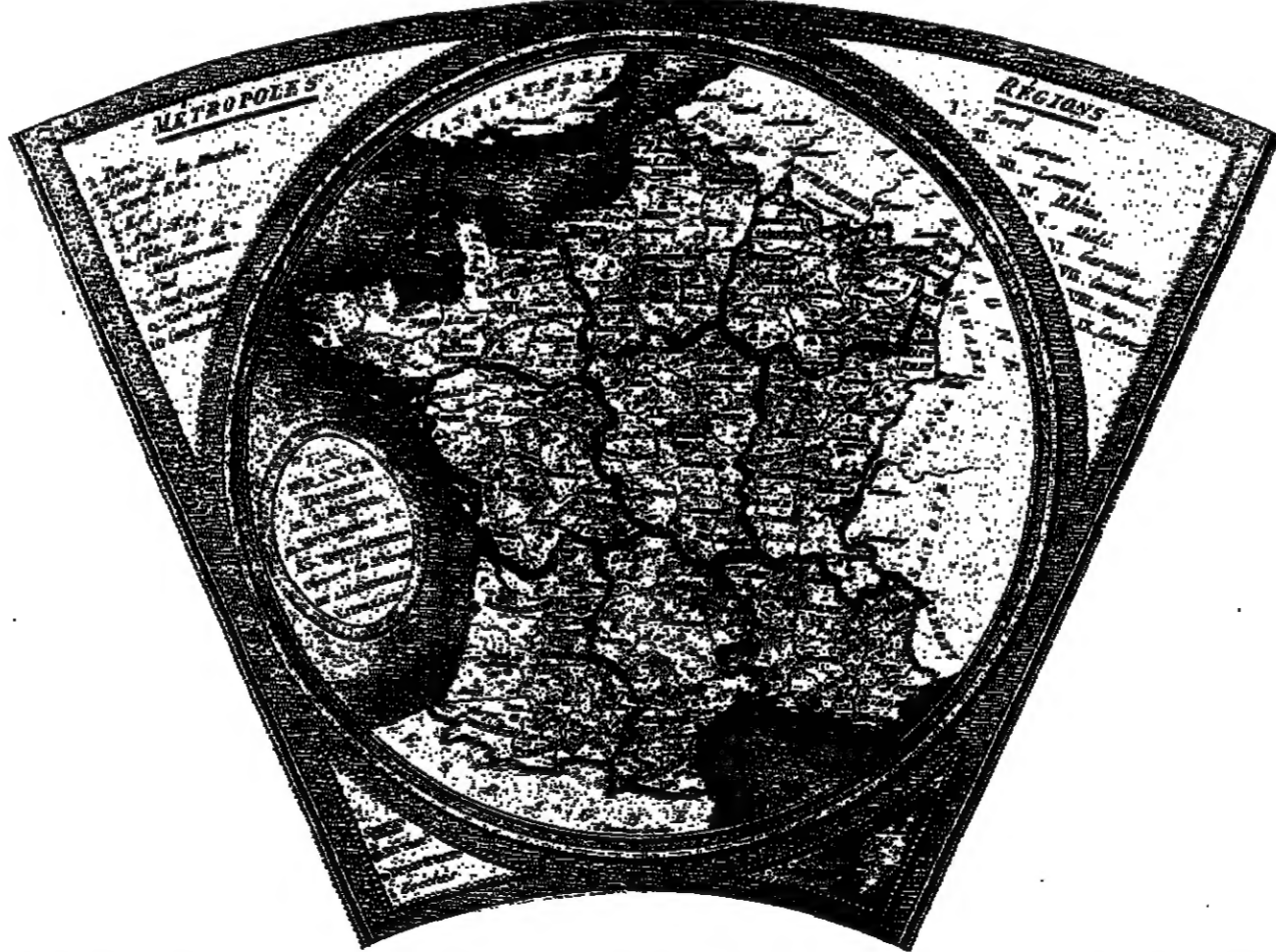
municipalités. Barère plaide pour une base de population au lieu d'une base territoriale. Barnave s'en prend aux trois degrés d'élection. Tout le monde finit par s'en mêler, y compris notre Adrien Duquesnoy, qui estime devoir flétrir à la tribune les résistances au véritable esprit national : « La division de la France doit être soumise aux lois physiques et aux bornes naturelles. Elle doit avoir pour but de fonder les esprits et les mœurs, de manière qu'il n'y ait en France que des Français, et non des Provençaux, des Normands, etc. », ce qui le conduit à approuver le plan du comité.

La France nouvelle était en marche, en effet. Les biens de l'Eglise avaient été nationalisés. Le 3 novembre, on avait prolongé la vacance des parlements, en attendant leur disparition dans la réorganisation judiciaire. La distinction d'ordres avait été définitive-

Duquesnoy : « La division de la France doit être soumise aux lois physiques et aux bornes naturelles. Elle doit avoir pour but de fonder les esprits et les mœurs, de manière qu'il n'y ait en France que des Français, et non des Provençaux, des Normands, etc. »

l'éloge des « préjugés » pour dénoncer le rationalisme abstrait des constituants, voulant faire de tout le passé table rase pour « ne plus considérer leur pays que comme une carte blanche, sur quoi ils ont écrit les griffonnements de leur plume ». Il n'est pas douteux que l'esprit philosophique a encouragé leur propension aux « abstractions » dangereusement coupées de la vie. En fait,

ment abolie. Maintenant, on en était au redécoupage cartographique : tout le monde se sentait concerné. Les « provincialistes » s'opposaient aux « départementalistes ». Le non-dit des intérêts particuliers et des discours de la nature (on ne pouvait forcer le cours des fleuves, abolir les montagnes, déplacer les villes) duraient s'allier vaille que vaille.



Au nom du second comité de Constitution, c'est Jacques-Guillaume Thouret, député du Tiers de Rouen, qui présente le projet ambitieux de la refonte administrative et territoriale de la France. A la base du projet, un « ressort unique » : le département.

gagner. Si quasiment tout le monde était d'accord sur les principes de rationalité et d'égalité qui présidaient à la réforme, il en allait autrement sur leur application.

On entendit cependant des plaidoyers pour les anciennes provinces : les personnels des états, des parlements, des évêchés sont les premiers à défendre la survie du Poitou ou du Languedoc. Mais la résistance n'est pas le seul fait des anciens privilégiés. Ainsi, Pellerin, un député breton du Tiers, réclame le maintien des états de Bretagne, non pour y prolonger le « despotisme de l'aristocratie », mais parce que la Bretagne est une entité historique :

« Cette province, dit-il, a de grands besoins qui exigent de grandes ressources, et ces ressources n'existeront plus dans un état de division qui isolera chaque partie détachée du tout, qui rendra les divers départements de cette grande corporation ainsi morcelés étrangers les uns aux autres. »

Le projet est attaqué aussi à l'autre bout, car, en instaurant une assemblée de canton, il ne prévoyait pas d'assemblée municipale. Lorsque, le 3 novembre, Thouret eut rappelé les grandes lignes de son projet en faveur du « grand tout national », Mirabeau intervint aussitôt pour le passer au crible. En ces jours où il espère encore entrer au ministère, le député d'Aix va et vient à toute bride. Il parle en philosophe de toutes les questions et entre en technicien dans tous les détails. Sans doute a-t-il des amis,

on saisis dans tout ce débat sur la réorganisation territoriale et dans le travail qui le sous-tend combien cette tendance est balancée par le principe de réalité. Mirabeau est de ceux qui ne veulent pas s'en départir.

Ainsi, il ne souhaite pas l'abolition des provinces : il suffirait, dit-il, de les diviser. De cette manière, les départements ne seraient formés que par des citoyens de la même région historique, qui ont déjà entre eux des caractères communs. On éviterait, ce faisant, les démembrements et les artifices qu'implique le projet : « Je sais bien qu'on ne couperait ni des maisons ni des clochers ; mais on diviserait ce qui est encore plus insupportable, on trancherait tous les liens que resserrent, depuis si longtemps, les mœurs, les habitudes, les coutumes, les productions et le langage. » Il voudrait mieux constituer, selon ses calculs, cent vingt départements égaux « autant qu'il est possible ». Dans ce cadre plus restreint, l'administré serait plus près de l'administrateur, le représenté de son représentant. D'où résulterait l'utilité des « cantons » et des « communes ». En revanche, Mirabeau défend l'existence des assemblées de villes et de villages, qui pourraient députer directement à l'Assemblée départementale.

Desemenniers prend le contre-pied de Mirabeau, en précisant les deux dangers que le comité avait voulu éviter : le maintien d'un esprit de province attaché à des intérêts obscures et la multiplicité des

page. Arpenteurs, géomètres, géographes, cartographes, géologues, notables de toutes sortes, tout le pays voulut mettre dans la nouvelle distribution sa façon de voir et de sentir. La carte de Cassini, ancêtre de notre carte d'état-major, servait de matière première aux compas, règles et crayons. Mais les habitants, connaissant bien la topographie locale, intervenaient dans le débat. Voici, par exemple, le citoyen Lambel, de la petite ville de Mur-de-Barrès, qui ne veut point entrer dans le futur département du Cantal. Il montre qu'il y a une marge entre la distance cartographique et la distance réelle qui sépare sa commune d'Aurillac et de Saint-Flour. Découvrant l'itinéraire supposé, il nous montre tous les obstacles à vaincre par le voyageur : « Un chemin étroit et perpendiculaire, ayant de chaque part un précipice, constamment arrosé par cinquante petites sources vives, qui font glisser à chaque pas [même] dans le beau temps, et forment un verges pendant six mois de l'an », les forêts où l'attendent les brigands, les rivières rapides, les rochers amoncelés, les cailloux, les pentes glissantes. « Ainsi, dit-il, vingt-et-une fois, tantôt descendu au sein de la terre, et tantôt élevé au-dessus de tout ce qui l'entoure, passant de la sueur à un froid glacial, et de l'un à l'autre, le voyageur désemparé arrive après sept heures des plus pénibles efforts à une lieue d'Aurillac. » (Document d'archives cité par Marie-Vio Ozouf-Marignier, Hérodoles.)

De telles démonstrations ne sont pas restées dans les placards. Les principes géométriques considérés comme point de départ furent abandonnés au profit des faits naturels et historiques. Des géographes comme Elie Reclus ont parlé d'un découpage artificiel ; en fait, les limites des départements ont été fixées après une observation attentive par les députés des provinces. On aboutit, le 15 février 1790, à l'établissement de quatre-vingt-trois départements. Les anciennes provinces furent même respectées « toutes les fois qu'il n'y eut pas utilité réelle ou nécessité absolue de les détruire ». Ainsi, selon le vœu de Mirabeau, la Provence forma trois départements, la Bretagne cinq et la Normandie.

Le souci « naturaliste » fut encore à l'œuvre dans la dénomination des nouvelles unités. Certains avaient suggéré toujours sous le règne de la mathématique – de leur attribuer simplement un numéro. On sait que l'idée avait de l'avenir, mais, en attendant l'arithmétique postale, on prit des noms géographiques : fleuves (Haute-Loire, Seine-Inférieure...), montagnes (Cantal, Lozère, Hautes-Alpes, Vosges...), mers voisines (Pas-de-Calais, Manche...), côtes (Côtes-du-Nord), ou position (Finistère, Nord). Même quand le département coïncidait à peu près avec l'ancienne province, il fut rebaptisé, comme le Roussillon qui devint Pyrénées-Orientales, ou le Béarn, Basses-Pyrénées.

Le conflit des chefs-lieux fut plus délicat à trancher. Une guerre de clochers intense mit aux prises les localités qui prétendaient rester ou devenir des sièges administratifs ou judiciaires, ou religieux. Des intérêts locaux considérables étaient en jeu. Certains réclamaient des districts supplémentaires pour satisfaire des revendications pressantes. Les démarches et les pétitions se multiplièrent. Pour réduire les contestations, l'Assemblée décida le principe de l'alternance : des villes rivales deviendraient chefs-lieux tour à tour. Mais on se rendit compte que c'était doubler les frais d'entretien des immeubles administratifs et payer d'inutiles navettes d'archives. De sorte qu'en septembre 1791 on supprima l'alternance.

Le département a été l'une des créations les plus durables de la Constitution. La nouvelle organisation spatiale avait été esquissée par un volontarisme rationnel, désireux tout à la fois d'appliquer l'abolition de l'Ancien Régime et d'en faire naître un nouveau sur les principes d'égalité. La critique dira : au préjudice de la liberté ou, comme Maurras, des libertés locales. Il est certain que, face à ce « sans cesse en proie à une faim dévorante » qu'est le gouvernement, « quatre-vingts roquets » étaient, selon l'expression de Malouet, moins dangereux que « trente dogues puissants ». Du moins les constituants n'avaient-ils pas créé les préfets (dans chaque département, on aurait un procureur général syndic pour représenter le roi, mais il serait élu, tout comme les membres du futur conseil général), et Taine, contempteur de l'« anarchie » révolutionnaire, dénonçait même le principe électoratif sur lequel toute cette construction reposait.

La création des départements exprime à merveille le génie propre de la Révolution : les intérêts particuliers n'avaient pas disparu comme par enchantement, à tout le moins devaient-ils s'accommoder des lois de la raison. A une société qui était le produit chaotique des hasards successifs, les constituants entendaient substituer une société rationnelle. Les principes étaient entrés dans la pratique.

Le plan de « systématisation » du territoire, qui, en dehors de aspects humains, fait aussi passer l'architecture de la Roumanie à celle de la France, a été un des aspects les plus remarquables de la révolution. Il a été abordé au cours de la révolution, à l'initiative de M. G. Grosz, qui a été interviewé à la radio-télévision hongroise. Le numéro un hongrois de la mission d'observateurs hongrois pour examiner la réalisation de la loi, idée à laquelle M. G. Grosz a été montré « réceptif ». Mais encore, rien de concret.

M. Karoly Grosz s'est montré à une franche fin de la révolution sur la question de la réouverture du consulat hongrois à Paris.

Sur France-Culture, à 19 h 30, du lundi au vendredi, MICHEL WINOCK commente avec un historien chaque épisode de cette chronique de 1789.

Lundi 29 août : « La création des départements », avec Maurice Agulhon.

Mardi 30 août : « La bataille de Charles IX », avec Guy Chaussinand-Nogaret.

Demain : La bataille de Charles IX (4 novembre 1789)

Amériques

CHILI : après la levée de l'état d'urgence

La junte militaire s'appête à désigner son candidat pour le plébiscite

Amorçé le 24 août, la levée de l'état d'urgence a été officiellement décrétée samedi 27 août par le gouvernement chilien. Cette décision précède la désignation, le 30 août, par la junte du candidat au plébiscite, qui devrait être le général Pinochet lui-même, pour un nouveau mandat expirant en 1997.

SANTIAGO-DU-CHILI
de notre correspondant

« Maintenant, au lieu de demander l'autorisation de manifester dans les rues de Santiago au général responsable de la zone en état d'urgence, nous le demandons à l'autorité militaire. » Ce commentaire caustique du dirigeant socialiste Ricardo Lagos traduit assez bien le sentiment de nombre de ses compatriotes, qui n'ont été ni surpris ni émus par la levée des états d'exception.

La mesure prise le 24 août était attendue, car il en allait de la crédibilité du plébiscite présidentiel prévu pour octobre. Cependant, ses effets sont encore incertains : est-ce la fin de l'exil pour les quelques centaines d'opposants encore frappés par une mesure d'interdiction de séjour ? Est-ce l'annonce d'une véritable libéralisation de la vie publique, permettant une participation équilibrée à la campagne électorale des partisans du « oui » et de ceux du « non » ?

Scéptiques, les partis d'opposition entendent tester rapidement le gouvernement, en réitérant leur demande d'autorisation de manifester dans le centre de la capitale, qui leur a été refusée quelques jours avant la suppression de l'état d'urgence. « Nous aurons un avant-

goût de la sincérité du régime le 30 août », commente-t-on à gauche. Les opposants appellent à manifester ce jour-là à deux pas du palais présidentiel, pendant que les commandants en chef seront réunis pour désigner le candidat. Comme les partisans du régime ont eux aussi l'intention de se rassembler pour exprimer leur appui au « nombrado », la journée devrait être des plus chaudes.

La désignation du candidat marquera en tout cas la fin du suspense entretenu, souvent à coups d'articles racoleurs, dans les médias et les milieux politiques. Les commandants en chef pourraient-ils ne pas désigner le général Pinochet ? La question semble insoluble, tant grande la pression de ses partisans, de ses ministres et des généraux de l'armée de terre, qui ne cessent de répéter que le président de la République est le seul postulant possible. Mais des rumeurs, dues autant à la désinformation délibérée qu'au désir sincère de voir les Chiliens se recon-

cilier, ont fait état de candidats alternatifs, qui pourraient rassembler sur leur nom plus de suffrages que le chef de l'Etat. Le doute a été ravivé, à quelques semaines de la réunion de la junte, par une déclaration de la conférence épiscopale qui appelle de ses vœux la désignation d'un candidat du consensus. Trop tard, s'empresse de répondre les partisans du régime. La mésaventure du Parti national (droite traditionnelle), qui avait fait de la recherche d'un tel candidat son cheval de bataille, leur donne apparemment raison. En effet, constatant la vanité de leurs efforts et contraints de se prononcer sur leur vote au cas où le général Pinochet serait désigné candidat, les « nationaux » se sont divisés dans un climat de violences verbales et physiques.

Dans les milieux gouvernementaux, on se gausse de ces champions de la « sortie consensuelle » qui en sont finalement venus aux mains à l'heure de la décision.

La compétition des indécis

Le 30 août marquera aussi le coup d'envoi de la campagne officielle. Les représentants des deux options auront droit au même temps à la télévision. « Mais en dehors des espaces officiels, les chaînes réserveront-elles un traitement impartial au pouvoir et à l'opposition ? » s'interrogent les partisans du non, qui reconnaissent toutefois un progrès dans le domaine de l'information télévisée, puisque, depuis plusieurs mois, sont retransmis des débats auxquels participent des représentants des partis d'opposition légalisés (démocrate-chrétien, radical, humaniste, Parti pour la démocratie).

La campagne réelle, bien sûr, a été lancée il y a belle lurette, mais les manifestations des uns et des autres n'ont jusqu'à présent suscité qu'un intérêt distant. Certes, plus de sept millions de Chiliens, sur un potentiel d'un peu plus de huit millions, se sont inscrits sur les listes électorales, ce qui constitue un record dans l'histoire du pays. Mais, selon les sondages, un bon tiers des électeurs doutent de la transparence de l'acte électorale et ne croient pas que le général Pinochet accepterait une défaite éventuelle.

L'opposition a en sa faveur la convergence tactique de forces allant de l'extrême gauche à la droite démocratique, qui se sont toutes prononcées pour le non. Mais cette unité n'est qu'apparente : les communistes et une partie de la gauche, favorables à un « non de rup-

ture jusqu'à la victoire », estiment qu'un affrontement violent avec le régime est inévitable, alors que le centre et la gauche modérée dénoncent cette politique qu'ils jugent susceptible d'effrayer les électeurs indécis. Le gouvernement ne se prive d'ailleurs pas d'agiter le spectre du régime de l'Unité populaire et prônant un chaos généralisé si le non triomphait. La conquête de ces électeurs indécis sera d'ailleurs le principal enjeu de la joute préélectorale des semaines à venir. Les sondages accordent un avantage important au non, surtout à Santiago et dans les grandes villes, mais révèlent que 15 % à 20 % de Chiliens sont encore hésitants. Le moindre faux pas, le moindre dérapage pourraient donc être fatals à l'un ou l'autre camp.

Enfin, le 30 août, les forces armées devraient prendre leur dernière grande décision institutionnelle, car conformément aux dispositions transitoires de la Constitution, elles rentreront dans leurs casernes en 1990, date à laquelle un Congrès élu remplacera la junte législative dirigée par les commandants en chef. Si, selon toute probabilité, le général Pinochet, qui participera à la réunion en sa qualité de commandant en chef de l'armée de terre, est proclamé candidat par l'amiral Merino, le général Matthei (aviation) et le général Stange (carabiniers), ce sera l'aboutissement d'une longue campagne de persuasion du chef de l'Etat en direction de ses pairs.

Jusqu'à ces derniers mois, les trois commandants en chef affichaient publiquement leur préférence pour « un candidat civil, d'une cinquantaine d'années, et de centre-droit », comme l'avait dépeint, un jour, l'amiral Merino. Mais la marine et

l'aviation finirent par admettre que le général Pinochet pourrait faire un candidat acceptable s'il renonçait au commandement de l'armée de terre. Avant ou après le plébiscite ? La Constitution est muette à ce sujet, mais le chef de l'Etat a fait savoir qu'il ne se sentait nullement obligé de renoncer à sa charge avant l'échéance électorale.

Le poids de l'armée de terre

Qu'est-ce qui aura fait évoluer les commandants, malgré les sondages peu encourageants pour le candidat Pinochet ? Sans doute la persistance des clivages politiques traditionnels, qui ont empêché les partis de formuler une proposition alternative aux forces armées. Des pressions malguées aussi, comme la campagne de rumeurs savamment orchestrée il y a un an contre le général Matthei, et qui mettait en cause sa vie privée. A en croire les opposants, la mystérieuse vague d'attentats criminels dirigés en mai et juin contre les carabiniers aurait eu pour objet de créer un climat d'insécurité au sein du corps policier, afin qu'il penche en faveur d'une candidature « sécuritaire ». Le général Stange, moins facile à convaincre que ses collègues, a cependant déclaré il y a quelques jours qu'il n'avait pas encore arrêté sa décision.

Mais surtout, les trois armées devront tenir compte du poids de l'armée de terre, dont la volonté a jusqu'à présent emporté. Véritable pilier du régime, dont les effectifs n'ont cessé de croître depuis le coup d'Etat de 1973 (ceux des carabiniers, au contraire, ont diminué), présente à tous les points névralgiques de l'administration publique et dans les conseils d'administration des grandes entreprises, elle est d'une

fidélité à toute épreuve au général Pinochet. Celui-ci a su étouffer sans heurt les voix dissidentes et placer ses hommes liges en première ligne, tels le général Sinclair, vice-commandant en chef, qui passe pour l'émancipation grise du régime, ou le général Valenzuela, qui tire les ficelles du pouvoir exécutif à partir du secrétariat à la présidence.

La Constitution garantit de toute manière aux militaires la possibilité d'exercer un contrôle institutionnel à travers le Conseil national de sécurité. Ainsi, c'est une conception radicalement nouvelle du rôle des forces armées qui a pris corps pendant les quinze dernières années, et que le général Pinochet a illustrée il y a peu en qualifiant de « sans objet » un arrêté du Conseil d'Etat stipulant que les militaires ne pouvaient pas intervenir dans la vie politique. « Il y a fort longtemps que nous le faisons », fit remarquer le chef de l'Etat. On comprend alors M. Particio Aylwin, président du Parti démocrate-chrétien, pour qui la Constitution actuelle établit « un régime très présidentiel sous tutelle militaire permanente ».

GILLES BAUDIN.

● SURINAME : accord avec la France sur les réfugiés. — Le Suriname, la France et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) ont signé, jeudi 25 août à Paramaribo, un accord sur le rapatriement volontaire de 9 000 Surinamiens réfugiés en Guyane française, depuis 1986 et 1987, pour échapper aux combats entre l'armée et les rebelles de Ronny Brunswijk. Le HCR a été chargé de rechercher une aide financière et technique internationale, le Suriname ne devant pas supporter seul le coût du rapatriement. — (AFP.)

ÉTATS-UNIS : le 25^e anniversaire du grand discours de Martin Luther King

Le « rêve » du pasteur assassiné a fourni un bel argument électoral à M. Dukakis

WASHINGTON
de notre correspondant

Les plus beaux rêves ne gagnent apparemment pas à être trop ressassés, ni les plus beaux discours à être trop commémorés. Il y a vingt-cinq ans, le pasteur Martin Luther King prononçait, à Washington, son plus célèbre discours pour l'égalité raciale, il « rêvait » à voix haute et devant deux cent mille personnes d'une Amérique où « les enfants ne seront pas jugés sur la couleur de leur peau ». Un long chant d'espoir et de détermination, scandé de ce refrain *Je fais un rêve* qui appartient désormais à la mémoire collective des citoyens des États-Unis, un discours d'anthologie et une page d'histoire.

Pourtant, samedi 27 août, ni l'émotion, ni la foule attendue n'étaient vraiment au rendez-vous. Quelques dizaines de milliers de personnes étaient tout de même venues faire un tour du côté du mémorial d'Abraham Lincoln, s'asseoir sur l'herbe de part et d'autre du bassin où se reflète la perspective monumentale de Washington, transpirer sous une chaleur écrasante en écoutant une succession de discours de circonstance. Une assistance d'ailleurs beaucoup plus blanche que noire, avec une très forte proportion de « militants » radicaux, ou parfois simplement égarés dans une effrénée confusion mentale. « *SIDA-Racisme, juifs-Hitler* », proclamait ainsi une grande pancarte : il s'agissait, à en croire ceux qui la brandissaient, d'établir un parallèle entre deux sortes de « victimes » et deux sortes d'opresseurs.

« Où est George ? »

Plus sérieusement, à la tribune, les orateurs développaient à peu près tous le même thème : le « rêve » de Martin Luther King (qui fut assassiné cinq ans après ce fameux discours) s'est, en un sens, réalisé — les Noirs, aujourd'hui, n'ont plus peur de voter, y compris dans l'Alabama ou le Mississippi, et ils peuvent descendre dans n'importe quel hôtel — s'ils en ont les moyens. Mais ils restent, pour la plupart, opprimés parce que pauvres, marginaux, voués aux quartiers sordides, au chômage et à la drogue.

Il faut donc passer à une autre étape de cette longue marche, « encaisser ce chèque sans provision » établi au cours des années 60, après les grandes batailles pour les droits civiques. La venue du docteur King, M^{me} Coretta Scott King — (qu'on avait vu récemment aux côtés de M^{me} Barbara Bush à la tribune d'honneur de la convention républicaine) — est venue dire que « ce rêve d'être libéré de la pau-

vreté, du racisme, de la guerre et de la violence n'est pas une utopie ».

Le pasteur Jesse Jackson, qui aujourd'hui peut faire figure d'héritier spirituel, de successeur de Martin Luther King, était bien sûr là lui aussi, et il en a profité pour tirer à boulets rouges contre l'administration Reagan, présentée comme rétrograde, insensible aux préoccupations des Noirs : des propos d'autant plus faciles à tenir que le vice-président George Bush avait choisi de ne pas venir, laissant à son rival démocrate Michael Dukakis le champ libre.

M. Dukakis n'a pas manqué l'occasion, adaptant aux circonstances son classique discours de campagne pour apparaître comme un homme résolu à continuer sur la voie tracée par Martin Luther King. L'absence du candidat républicain peut sembler incompréhensible, surtout de la part d'un homme qui a fait des efforts remarquables en direction de l'électorat de couleur, mais qui aurait encore beaucoup à faire pour devenir « crédible » en ce domaine, tant l'image de son parti est mauvaise auprès de l'écrasante majorité des Noirs. M. Bush s'est contenté d'envoyer un message pour expliquer, en substance, que bien des progrès avaient été réalisés, mais qu'ils étaient fragiles, et qu'il fallait aller au-delà.

Le message n'a pas été lu à l'assistance, qui a scandé : « Où est George ? », en écho au refrain ironique entonné par les démocrates lors de leur convention d'Atlanta.

De toute évidence, « George » et ses conseillers n'ont pas voulu courir le risque de se faire huer — un risque très réel devant un public aussi partisan. On aurait pu « rêver » d'une attitude plus courageuse, — mais la maigre réussite de cette journée a sans doute conforté le camp Bush dans l'idée qu'il avait bien fait de s'abstenir.

JAN KRAUZE.

● L'ancien président Delvalle s'est rendu à Miami. — L'ancien président Eric Delvalle, chassé du Panama en février dernier par le chef des forces armées Manuel Antonio Noriega, est sorti, le samedi 27 août, de six mois de clandestinité en gagnant Miami à bord d'un avion militaire américain. M. Delvalle effectue à Miami une visite à caractère personnel et sera de retour au Panama dans les prochains jours, a fait savoir son ambassadeur à Washington M. Juan Sosa, en démentant que l'ancien président s'établirait aux États-Unis. M. Delvalle se « consacre à l'instauration de la démocratie au Panama », a déclaré l'ambassadeur. — (Reuters.)

1789
1989

JUILLET 1989 PARIS



Alain TRAMPOGLIERI, Commissaire général de MAIRIE-EXPO, crée l'événement de l'année 1989 avec le SALON DU CITOYEN.

Le grand rendez-vous des Services Publics à la rencontre des Citoyens...

1989... en route vers un Etat Moderne.

Dans le cadre d'une Grande Exposition les Citoyens découvrent l'ensemble des Services Publics, les Grandes Administrations, les Institutions, les Sociétés Nationales.

La Fonction Publique change de visage.

Les Agents Publics rencontrent les Usagers.

Réalisation : RELATIONS PUBLIQUES DE FRANCE 7 Bis, Place du Palais Bourbon 75007 PARIS Tél : (1) 47.53.93.16.

**A PARTIR DU 10 SEPTEMBRE
SOUS NUMÉRO DE VOL AIR FRANCE
LUNDI ET SAMEDI - ORLY SUD 15 H 25 / MADRID 17 H 15
MADRID 18 H 05 / ORLY SUD 19 H 55
NOUVEAUX HORAIRES A PARTIR DU 30 OCTOBRE. RENSEIGNEMENTS
AIR INTER: 45 39 25 25 OU VOTRE AGENT DE VOYAGES.**

Société

A Marseille

Sept personnes inculpées et écrouées pour le cambriolage avec prise d'otages d'une caisse d'épargne

Sept personnes, sur les treize qui avaient été interpellées le vendredi 26 août (le Monde daté 28-29 août) dans le cadre de l'enquête sur le cambriolage avec prise d'otages d'une caisse d'épargne de Marseille, commise le 9 février 1987, ont été inculpées, dimanche 28 août, par le juge d'instruction chargé du dossier, M. Jean-François Sampieri, et ont été écrouées.

Il s'agit de cinq des auteurs présumés du cambriolage : Gérard Hadjilouloulis, trente-six ans ; Raphaël de Palmas, trente-sept ans, et son frère Robert, trente-six ans ; Marcel Franceschetti, quarante-sept ans, et Aoumeur Youssi, trente-huit ans, des malfaiteurs chevronnés qui ont été inculpés de vols aggravés, séquestration, tentative d'homicide volontaire et association de malfaiteurs ; ainsi que de deux de leurs proches : Patricia Gonzalez, compagne de Youssi, et José Jardi, dit « la Vieille », poursuivis pour recel aggravé.

Selon la police, le gang comprenait une dizaine de membres. Deux d'entre eux, considérés comme les organisateurs de l'opération : Stéphane Lanza, trente-quatre ans, et Christian Checchi, vingt-six ans, ont été arrêtés le 19 septembre 1987, en Espagne, en compagnie d'un autre malfaiteur, Mouir Mahimoud, qui, comme eux, fait l'objet d'une procédure d'extradition. Deux autres : Michel Hadjilouloulis, dit « Mickey », quarante-deux ans, frère de Gérard, et René Serrano, quarante-deux ans, sont en fuite.

À la suite d'une conférence de presse, M. Louis Bartoloméi, procureur adjoint du parquet de Marseille, s'est félicité d'« un succès exemplaire qui est à mettre à l'actif de la ténacité de la justice et de la police ».

Le couronnement d'une longue enquête

MARSEILLE
de notre correspondant
régional

Même si les policiers et les magistrats marseillais se refusent à parler de « revanche », leur succès est de ceux qui compensent un échec douloureusement ressenti. Pendant onze heures, le 9 février 1987, les malfaiteurs qui détenaient vingt-trois personnes en otages avaient mystifié cinq cents policiers déployés autour de la caisse d'épargne, avant de s'enfuir par un tunnel spécialement aménagé et les égouts, en emportant un butin de 10 millions de francs. Un camouflet infligé au préfet Robert Broussard en personne, accouru de Paris avec une équipe du RAID (Recherches, assistance, intervention, dissuasion) pour négocier une reddition qui semblait théoriquement acquise.

« Ou ce sont des inconscients, ou ils sont très forts », avait estimé un psychologue appelé pour assister les policiers après que le contact eut été établi avec les auteurs du « casse ». Ceux-ci, en effet, s'étaient comportés comme s'ils n'avaient jamais douté de leur entreprise. Quand ils eurent disparu, on découvrit que la police était tombée dans tous les pièges qu'ils lui avaient tendus : voitures volées en stationnement devant l'établissement et vigile molesté dans la rue pour faire croire qu'ils s'étaient introduits de l'extérieur, et jusqu'au change donné malgré eux par les otages continuant à frapper sur les murs à la demande de leurs ravisseurs après le départ de ceux-ci.

Une parfaite collaboration

Dans cette affaire, les malfaiteurs avaient mis les rieurs de leur côté, la presse parlant, elle, de « farce gangster-policier », d'autant qu'il n'y avait eu aucune victime, malgré les coups de feu tirés par le gang sur les policiers. Dépit, le préfet Broussard avait admis que les malfaiteurs s'étaient servis d'« une méthode à laquelle la police n'était pas préparée », évoquant « un mélange des genres » entre la manière du gang des postiches et la méthode d'Albert Spaggiari. Le « coup » de la caisse d'épargne avait provoqué des remous au sein de la police marseillaise, avec le relèvement de ses fonctions de M. Pierre Quilici, directeur départemental des polices urbaines, puis une réforme de grande envergure des services, décidée par MM. Pasqua et Pandraud.

Avec l'aboutissement de l'enquête, l'affront a été lavé. « Les policiers ont prouvé qu'ils étaient capables d'assumer leurs échecs et leurs succès. J'ai toujours dit qu'il fallait laisser traiter les affaires marseillaises par les policiers de la ville », a déclaré le commissaire divisionnaire N'Guyen Van Loc, patron du GIPN (Groupe d'intervention de la police nationale) de Marseille, qui, avec ses hommes, avait dû céder la direction des opérations au préfet Broussard et qui, depuis juin 1987, est en congé de maladie.

« Certains Marseillais qui étaient si prompts à s'écarter », a souligné de son côté M. Bartoloméi, seront aujourd'hui à même de juger à sa juste valeur le travail considérable qui a été fait. Selon M. Bartoloméi, les enquêteurs n'avaient au départ « aucun indice ni aucune piste », et c'est grâce à la chance

(un renseignement parvenu à la police) et à des centaines d'heures de filatures, d'analyses et de reconstructions des informations que des résultats « exceptionnels » ont pu être obtenus.

Le procureur adjoint a également insisté sur la parfaite collaboration qui a régné entre le magistrat instructeur, le parquet et la police judiciaire de Marseille, au sein de laquelle la brigade de répression du banditisme, dirigée par le commissaire principal Mallet, a joué un rôle très actif (quarante inspecteurs ont participé en permanence à l'enquête).

M. Bartoloméi a cependant déploré les difficultés rencontrées auprès des autorités espagnoles au sujet de la procédure d'extradition engagée contre les trois malfaiteurs arrêtés à Cordoue en septembre 1987. Cette lenteur a, notamment, obligé les policiers marseillais à retarder leur coup de filet — avec tous les risques découlant de ce report — qui devait normalement être lancé dans la première semaine de juin dernier.

Au cours de la conférence de presse réunie dimanche 28 août autour du commissaire Gérard Bon, sous-chef de la P.J. de Marseille, M. Bartoloméi s'est montré, en revanche, très discret sur les charges retenues contre les personnes inculpées. On sait seulement qu'au cours des perquisitions des armoires et des pièces d'or — mais pas de lingots, facilement identifiables — ont été trouvées par les policiers. Près de 3 millions de francs en bijoux provenant de la caisse d'épargne et « d'autres hold-up » avaient déjà été récupérés en Espagne.

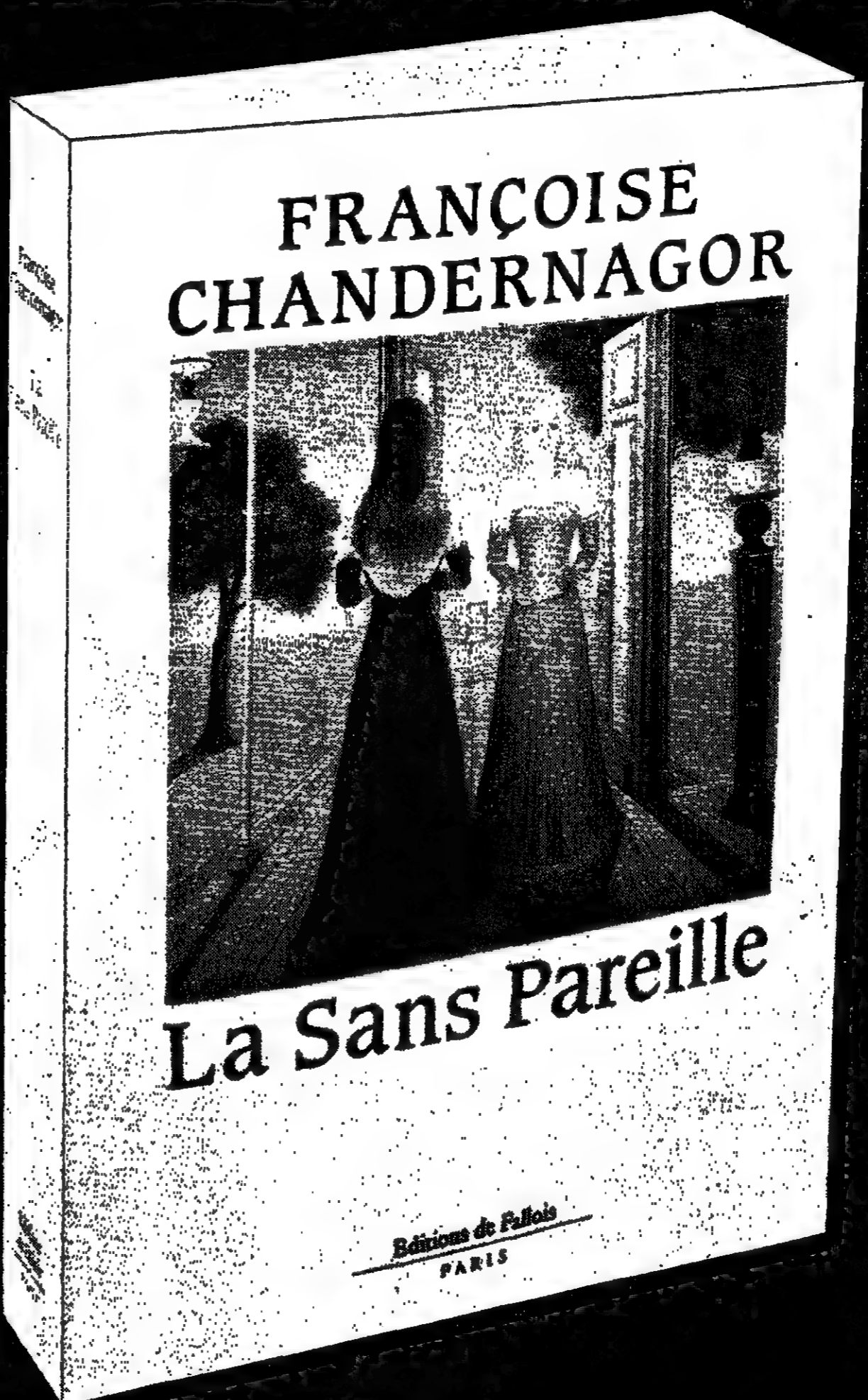
Les malfaiteurs arrêtés le 26 août ont, pour la plupart, un « passé ». Raphaël de Palmas a notamment été condamné, en 1970, à deux ans de prison pour vol et, en 1982, à trois ans de prison pour attaque à main armée. René Serrano et Michel Hadjilouloulis, en fuite, sont aussi fichés au grand banditisme : le premier a été condamné, en 1970, à dix ans de réclusion pour complicité dans le meurtre d'un barman aixoise le second, arrêté et condamné en 1969 pour sa participation à une fusillade lors de l'attaque d'une société marseillaise, faisait partie de la bande de Francis Vanverbergh, dit « Francis le Belge », qui vient d'être extradé par la Belgique. Quant à Lanza et Checchi, ils ont été impliqués, l'un dans des affaires de vols d'objets d'art et de fausse monnaie, l'autre — frère de François Checchi, condamné à perpétuité le 1^{er} juillet dernier pour l'assassinat du juge Michel — ayant déjà été emprisonné pour vol. M. Bartoloméi a enfin formellement démenti l'inculpation d'un employé de la caisse d'épargne qui aurait pu jouer le rôle de « taupier » dans la préparation du cambriolage.

GUY PORTE.

● Arrestation de trois jeunes gens suspects de meurtre d'une jeune fille. — Les gendarmes de Clairvaux-Lacs (Jura), qui enquêtaient sur le meurtre d'une jeune élève-infirmière de vingt ans, Nathalie Tisserand, découverte tuée et dévêtue, le samedi 27 août, près de cette localité, ont interpellé trois jeunes gens, dont un mineur, suspects de ce crime. Leur voiture avait été vue par plusieurs témoins à proximité du lieu où fut retrouvé le corps de la jeune fille.

Le nouveau livre très attendu de

FRANÇOISE CHANDERNAGOR



Grâce à Françoise, sa biographe, qui a recueilli et commenté les confidences de la Sans Pareille, nous cernons enfin de plus près la vérité de cette aventurière hors du commun...

Mélangant aux accents ironiques et cruels de l'héroïne les harmonies plus graves de son historienne et au récit d'une vie mouvementée une méditation poétique

et subtile sur le désarroi contemporain, Françoise Chandernagor nous offre, à travers le regard de ces deux femmes, une peinture des splendeurs et des misères de notre temps.

Dans ce portrait d'un personnage d'exception, c'est le visage ordinaire de cette fin de siècle — notre visage — qu'elle nous propose de découvrir.

La chronique de Paul Fabra

Le déficit budgétaire : quelle fatalité ?

La cause paraît entendue : le déficit budgétaire a mauvaise presse. Dans la mesure, faible il est vrai, où elle donne lieu à un débat sur la conduite des affaires publiques, la campagne présidentielle américaine en apporte un nouveau témoignage. Chacun des deux adversaires reproche à l'autre son manque de rigueur, réel ou supposé, dans ce domaine. Michael Dukakis, auquel George Bush et ses amis s'efforcent de coller l'étiquette infamante de dépensier invétéré (*big spender*), a beau jeu de renvoyer le compliment. Il ne lui est pas difficile de dénoncer l'irresponsabilité financière de l'administration républicaine aux commandes depuis huit ans. Pendant les deux mandats de Ronald Reagan, qui avait promis, avant d'accéder à la Maison Blanche, de rétablir l'équilibre en trois ans (pour 1984), le déficit fédéral a été multiplié par deux.

Dans le reste du monde, on condamne encore plus vigoureusement le déficit de l'Onge Sam. Il est juste d'ajouter que nombreux sont aussi les pays qui se sont mis à balayer devant leur porte. La France en est un. Sans complexe, le gouvernement de Michel Rocard affiche son intention de diminuer l'excès des dépenses sur les recettes. Le temps n'est plus où ce genre de préoccupations passait pour rétrograde. Il semblerait qu'on assiste à une prise de conscience généralisée.

Mais une prise de conscience de quoi ? Pour au moins deux raisons, on peut craindre que règne encore une grande confusion — c'est le terme employé par l'un des auteurs du livre-éponge publié l'an dernier aux États-Unis sous le simple titre *Deficits* (1) — sur la façon d'examiner et de traiter le sujet.

Tant qu'on prête certaines vertus au déficit, et qu'on estime justifié qu'on puisse délibérément le provoquer (nous n'en sommes plus là, il est vrai : après avoir voulu le déficit, on ne sait plus comment s'en débarrasser), on se

pose la question de savoir jusqu'où un déséquilibre peut être considéré comme tolérable. Tout laisse entendre qu'il n'y a pas et qu'il n'y aura jamais de réponse « scientifique » à cette question. Pourquoi ? Parce que la question est mal posée. C'est le mérite de l'ouvrage cité, dont l'un des auteurs est James Buchanan, prix Nobel, théoricien du « choix public » (*public choice*), que de conclure sur cette idée : l'enjeu véritable est autant, sinon plus, moral et politique qu'économique et financier. Il porte sur la vérité des comptes publics. Or la vérité est-elle le contraire du mensonge, ou bien faut-il admettre qu'on ait le droit de s'en tenir à une position intermédiaire ?

John Maynard Keynes et ses disciples ont eu un immense succès en proposant une théorie selon laquelle le déficit public, sous certaines conditions, pouvait avoir un effet « multiplicateur » sur l'activité économique. N'est-ce pas ce que voulaient entendre les hommes politiques ? Selon les vus du reste très simples des tenants de l'école du « public choice », ceux-ci n'ont que trop tendance à juger « bonnes » les dépenses qui leur valent les faveurs des électeurs, et « mauvaises » les impôts qui risquent de leur faire perdre des voix. La théorie du « multiplicateur » n'a jamais, faisons-le remarquer en passant, reçu de démonstration véritable et ne peut en recevoir. Mais il n'empêche qu'elle conserve, bien qu'elle ne fasse plus guère l'objet de travaux universitaires, une grande force d'attraction. Les jugements portés sur la politique de Ronald Reagan en font foi.

L'extraordinaire dynamisme dont fait preuve l'économie américaine après six années d'expansion, les quinze millions d'emplois nouveaux créés pendant cette

période, seraient dus au fait que Ronald Reagan a pratiqué sans le dire la politique du déficit avec laquelle il s'était engagé de rompre, c'était un des éléments importants de la « révolution » qu'il avait annoncée. Mais qui dit déficit suppose l'existence d'un précurseur. Si le déficit américain avait été financé par des emprunts exclusivement souscrits par des épargnants américains, ceux-ci auraient vu leur pouvoir d'achat réduit d'autant.

La vérité est que le déficit a joué comme un instrument pour attirer le capital du reste du monde. Selon les circonstances, ce sont les capitalistes étrangers ou les banques centrales d'Europe et d'Asie qui ont acheté une bonne partie des bons du Trésor et autres titres de la dette publique des États-Unis. D'autres pays, qui ne disposaient pas du même crédit international, se sont essayés à l'occasion, mais en vain, à une politique de relance de type « keynésien ». La France en sait quelque chose.

Aussi le débat sur l'opportunité du déficit a-t-il pris, dans les universités, où s'élabore parfois la conscience de l'avenir, une tout autre tournure. Comme il arrive parfois, le renouveau a eu pour point de départ la redécouverte d'un ancien principe. En l'occurrence, la discussion a joué le rôle que les économistes de notre temps appellent le « théorème de l'équivalence » de Ricardo. Au début du dix-neuvième siècle, le grand continuiste (et critique) d'Adam Smith écrivait que, en empruntant pour financer une dépense publique, ce n'était pas, comme on le soutenait déjà à l'époque, rejeter le fardeau sur la future génération. Emprunt ou impôt, c'est tout un, car il s'agit dans les deux cas de couvrir une

dépense actuelle par un prélèvement actuel sur le revenu disponible. Comme pour mieux illustrer sa thèse (dont je ne donne ici qu'une version simplifiée (trop simplifiée)), Ricardo raisonnait sur l'exemple d'un emprunt perpétuel. Il supposait un homme dont la fortune est égale à 20 000 livres sterling. Si l'État, pour financer une dépense exceptionnelle, lève un impôt de 1 000, il léguera à ses héritiers 19 000 livres. Si l'État emprunte, les héritiers recevront 20 000 livres, mais ils devront payer chaque année, au titre de l'impôt levé pour servir l'emprunt, 50 livres. Cette somme leur sera fournie par le placement des 1 000 livres supplémentaires reçues en héritage.

En s'appuyant sur Ricardo, plusieurs économistes américains, dont Robert Barro est le plus connu, ont tiré toute une théorie d'où il ressort, subsidiairement, que le déficit n'est qu'un mode de financement. Curieuse liberté prise avec la démonstration de Ricardo. Celui-ci était un partisan résolu de l'équilibre. Il estimait que l'accumulation d'une dette publique était un lourd handicap de gestion, ce qui est une façon d'admettre que l'emprunt, malgré tout, obère l'avenir. Il cherchait à prouver que l'emprunt n'offrait aucune facilité particulière, ni à l'État, ni aux contribuables, ni à l'économie. J'en veux pour preuve supplémentaire que Jacques Rueff, ennemi s'il en était du déficit, soutenait, lui aussi, avec la même logique, que l'emprunt ne présentait que des différences « subalternes » avec l'impôt. Voilà une illustration de la confusion des idées et des concepts sur ce sujet. Faut-il y voir une raison supplémentaire de la fatalité du déficit dans un monde où le primat de la consommation continue à dominer ?

Ce n'est pas sûr, et c'est la deuxième raison pour penser que les gouverne-

ments actuels n'ont peut-être pas pesé toutes les conséquences de leur politique d'emprunt. Ces emprunts sont contractés non pas pour financer des investissements qui assureraient le paiement des intérêts, mais pour couvrir des dépenses courantes de consommation qui ne profiteront pas à nos successeurs. Ceux-ci auront-ils le devoir moral de se sentir tenus par des obligations souscrites dans de pareilles conditions ? James Buchanan, théoricien conservateur, pense que non.

L'ARGUMENT le plus fort contre la réputation de la dette serait pour lui la légitimité des droits acquis par les créanciers qui ne sont pas responsables de l'emploi fait des ressources mises par eux à la disposition de l'État. Mais celui-ci, ajoute-t-il, n'offre-t-il pas, dans la plupart de ces pays, un taux d'intérêt élevé qui comprend précisément une prime de risque ?

Est-ce à travers de nouvelles et très graves crises financières que, dans un avenir plus ou moins lointain, on redécouvrira le chemin « inévitable », selon nos auteurs, de l'équilibre budgétaire ? Les déficits actuels ne sont en effet que des faux-semblants et des déguisements. Au fond, tout budget est équilibré, car il n'y a pas de dépenses possibles sans un transfert équivalent de ressources. La question est de savoir si ce transfert s'opère au grand jour ou bien à l'abri des contrôles parlementaires, comme c'est le cas pour les ressources empruntées à travers des circuits compliqués, et pour celles qui sont prélevées sur les détenteurs de monnaie par l'inflation.

(1) *Deficits*, publié sous la direction de James M. Buchanan, Charles K. Rowley, Robert D. Tollison. Éditeur : Basil Blackwell, New-York (E.-U.) et Oxford (G.-B.).

LES DEUX CONCEPTIONS DU SMIC

Pouvoir d'achat ou salaire minimum

NOTRE fameux SMIC (salaire minimum interprofessionnel de croissance) appelle une première constatation, dépourvue de toute originalité. Nous vivons dans un pays où on s'acharne à réduire l'impôt sur le revenu, devenu symbolique au regard de ce qu'il est dans les pays comparables, et à alourdir indéfiniment les cotisations sociales assises, dès le premier franc, sur les salaires, même les plus humbles. Aussi bien le montant du SMIC brut, périodiquement rajusté par décret, ne nous donne-t-il aucune indication directe sur le coût minimal du travail salarié, car il faut ajouter à ce chiffre la pile formidable des cotisations patronales, et pas davantage sur le salaire net versé aux intéressés, car il faut, cette fois en déduire toutes les cotisations salariales.

Dans la mesure où bien des gens ignorent le poids des cotisations salariales assumées par le smicard et ont tendance à confondre SMIC brut et SMIC net, il serait opportun que le montant du premier soit systématiquement accompagné du montant du second : on saurait ainsi ce que perçoit exactement, en échange de son travail, le salarié le plus modeste (aujourd'hui, 4 034 F

par mois pour trente-neuf heures hebdomadaires). Mais il faudrait aller beaucoup plus loin !

Que sont les cotisations patronales, sinon des retenues à la source déguisées ?

Qu'on les assimile donc aux cotisations salariales et l'on prendra aussitôt l'exacte mesure du montant incroyable des prélèvements subis, sur la valeur globale de son travail, par le smicard : plus de 40 % environ, si l'on se réfère aux chiffres établis, non sans courage, par M. Alain Juppé lui-même (le Monde du 21 mai 1987) au moment même où le gouvernement auquel il appartenait revendiquait — avec plus d'inconscience que de cynisme, semble-t-il — sa stratégie de suppression progressive de l'impôt sur le revenu (qui *stricto sensu* ne doit guère représenter plus de 4 % du PIB) et d'alourdissement permanent des cotisations.

Mais ce SMIC brut, qui ne nous dit ni ce qui doit être déboursé par l'un ni ce qui doit être reçu par l'autre, à quoi correspond-il exactement ? Plus précisément, que doit-on prendre en compte lorsque l'on veut s'assurer que l'employeur s'est conformé aux exigences légales et

La garantie légale du pouvoir d'achat est compromise par les relèvements de cotisations sociales

Par JEAN-JACQUES DUPEYROUX (*)

réglementaires ? Si, par exemple, s'ajoutent à un salaire de base une prime d'ancienneté, une prime de treizième mois débite en tranches, une indemnité destinée à compenser une réduction de la durée du travail, etc., ces accessoires doivent-ils ou non être pris en compte ?

La perspective du patronat

Une première tendance met en avant la notion de pouvoir d'achat en se référant à la loi elle-même, c'est-à-dire à l'article L. 141-2 du Code du travail, aux termes duquel le SMIC « assure aux salariés dont les rémunérations sont les plus faibles la garantie de leur pouvoir d'achat ». Dans cette perspective, qui est celle du patronat, il est donc logique de confronter aux exigences légales tout ce qui est versé aux intéressés

à un titre ou à un autre, du moment que ces versements contribuent à leur pouvoir d'achat.

Une autre tendance, au contraire, fait abstraction de cette notion de pouvoir d'achat et voit simplement dans le SMIC le prix minimal du travail salarié dans notre société : pour vérifier si l'employeur se montre respectueux de la loi, on sera alors enclin à mettre en marge les suppléments salariaux divers, primes d'ancienneté, indemnisation de la réduction du temps de travail, etc., et à s'en tenir au seul salaire « de base ». Telle est en gros, mais avec bien des revirements, hésitations et ambiguïtés, la religion de la Cour de cassation (1), qui a trouvé des arguments dans des dispositions secondaires tels l'article D. 141-2, qui se réfère au « salaire horaire contractuel », ou l'article D. 141-3 : « Le salaire à prendre en considération est celui qui correspond à une heure de travail effective ».

Très difficile querelle juridique, dont les enjeux sont loin de se cantonner au problème soulevé par les suppléments salariaux.

On marche sur la tête

Sauf à savoir si ce pouvoir d'achat doit résulter du seul salaire de base ou de tout ce qui est reçu par le salarié, il ne fait pas de doute, à mon sens, que ceux qui associent SMIC et garantie d'un certain pouvoir d'achat ont raison : la loi est formelle ! Deux questions surgissent alors.

La première, classique, a trait à ce que certains spécialistes dénomment l'« effet triangle ». Le Code du travail précise que lorsque l'indice des prix a augmenté d'au moins 2 % depuis la précédente fixation du SMIC, ce der-

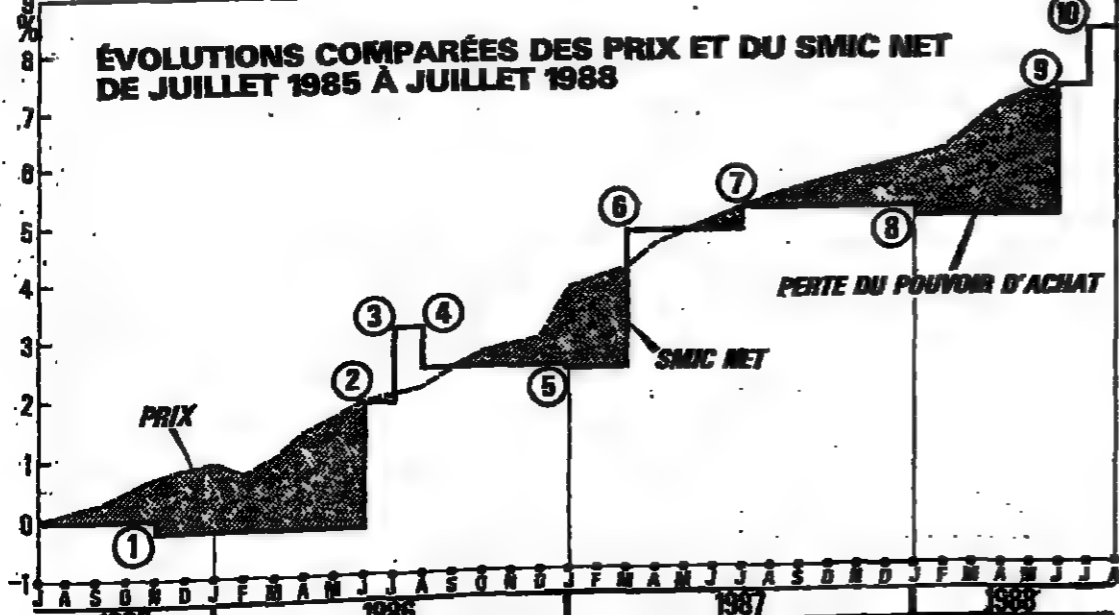
nier doit être relevé dans la même proportion, mais à compter seulement du premier jour du mois qui suit la publication de l'indice entraînant ce relèvement : alors que la ligne représentant l'indice des prix marque leur progression, généralement continue, celle représentant le SMIC reste donc horizontale jusqu'au moment où, avec un retard considérable, elle fait l'objet d'un redressement « vertical » correspondant au relèvement du SMIC.

Les deux lignes dessinent ainsi un triangle correspondant à une perte sèche de pouvoir d'achat pour le smicard... (voir le graphique, qui montre suffisamment les vrais problèmes soulevés par les « coups de pouce »).

La deuxième question est beaucoup plus redoutable. Toute augmentation des cotisations salariales se traduit, par hypothèse, par une réduction du SMIC net. Or, avec la brillante stratégie consistant à alléger systématiquement l'impôt sur le revenu et, parallèlement, à matraquer de cotisations les salaires les plus modestes, les cotisations salariales elles-mêmes, naguère légères, ont fini par devenir très lourdes pour le smicard : 17 % de son salaire.

Si le SMIC n'est rien d'autre que le salaire minimum, il n'y a aucune raison qu'il ne supporte pas, lui aussi, les relèvements de cotisations qui frappent tous les salaires. Mais il en va différemment si l'on introduit la notion de pouvoir d'achat. Ainsi, côté cour, la loi édicte que le SMIC assure aux intéressés « la garantie de leur pouvoir d'achat », et aménage une procédure minutieusement horlogée. Mais côté jardin, agissant par décrets, le gouvernement augmente les cotisations précomptées sur le gain des smicards, et réduit quand et comme bon lui semble le pouvoir d'achat que le SMIC est censé leur garantir. La loi n'est-elle pas allégrement violée ? On marche sur la tête.

(1) Selon une récente jurisprudence de la chambre criminelle de la Cour de cassation, si les acomptes sur un treizième mois, si les primes d'ancienneté, si les primes d'assurance ne doivent être pris en compte. Mais tout en retenant la même solution pour ces deux derniers types de primes, dans un arrêt du 17 mars 1988, la chambre sociale utilise des termes dont l'ambiguïté suscite une perplexité nouvelle. Par ailleurs, par des arrêts non moins ambigus de 1985 et 1987, la même chambre sociale a admis que des indemnités compensatrices d'une réduction d'horaires devaient au contraire être prises en compte...



1. Relèvement de la cotisation ASSÉDIC (assurance-chômage) : 0,19 % - 2. Relèvement du SMIC : 2,1 % - 3. Relèvement du SMIC : 1,24 % - 4. Relèvement de la cotisation d'assurance-vieillesse : 0,7 % - 5. Relèvement de la cotisation retraite complémentaire ARRCO : 0,04 % - 6. Relèvement du SMIC : 2,4 % - 7. Relèvement du SMIC : 1 % - 8. de la cotisation d'assurance-maladie : 0,4 % - 9. de la cotisation d'assurance-vieillesse : 0,2 % - 10. Relèvement de la cotisation retraite complémentaire ARRCO : 0,04 % - 11. de la cotisation ASSÉDIC : 0,16 % - 12. Relèvement du SMIC : 2,3 % - 13. Relèvement du SMIC : 1 %.

UN NOUVEAU METIER
ASSISTANTE EUROPEENNE
DE MANAGEMENT

ESAM

Formation intensive - 6 mois en France, 3 en Allemagne, 5 en Espagne.
Prévoir d'investissement : 1° année : 100 000 F - 2° année : 100 000 F - 3° année : 100 000 F.

ESAM

ESAM ASSOCIATES

100 rue de Valenciennes - 75017 Paris. Tél. 47 06 84 22 poste 424

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Tél. : _____

☐ souhaitez un rendez-vous d'orientation ☐ souhaitez une documentation

(*) Professeur à l'université Paris-IX.

Marchés financiers

BOURSE DU 26 AOUT

Règlement mensuel										Cours relevés à 17 h 30													
Compos.	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compos.	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compos.	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compos.	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%
3620	C.N.E. 3% *	3820	3820	3820	...	3620	C.N.E. 3% *	3820	3820	3820	...	3620	C.N.E. 3% *	3820	3820	3820	...	3620	C.N.E. 3% *	3820	3820	3820	...

Comptant (sélection)										SICAV (sélection)									
VALEURS	% du nom.	% du coupon	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Emission	Rechat	VALEURS	Emission	Rechat	VALEURS	Emission	Rechat
Obligations					Obligations			Obligations			Obligations			Obligations			Obligations		

Cote des changes										Marché libre de l'or									
MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	COURS	COURS	COURS	COURS	COURS	COURS	COURS	MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	COURS	COURS	COURS	COURS	COURS	COURS	COURS
Etats-Unis (51)	6 300	6 342	6 380	6 400	6 400	6 400	6 400	6 400	6 400	Etats-Unis (51)	6 300	6 342	6 380	6 400	6 400	6 400	6 400	6 400	6 400

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

